



Perspectives chinoises

2008/2 | 2008

Vers une nouvelle politique économique pour la Chine rurale ?

Carolyn L. Hsu, Creating Market Socialism: How ordinary People Are Shaping Class and Status in China

Gilles Guiheux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/4973>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

Pagination : 118-120

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Gilles Guiheux, « Carolyn L. Hsu, Creating Market Socialism: How ordinary People Are Shaping Class and Status in China », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2008/2 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/4973>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Tous droits réservés

Carolyn L. Hsu, Creating Market Socialism: How ordinary People Are Shaping Class and Status in China

Gilles Guiheux

- 1 Les autorités et les élites politiques ne sont pas les seuls acteurs à façonner le nouvel ordre institutionnel et moral en construction en Chine. Même si c'est le Parti-État qui, de sa propre initiative, a engagé le démantèlement des institutions socialistes, il n'est pas un demiurge tout puissant ; la société, dans sa diversité, participe à l'élaboration des institutions et du nouveau système de valeurs. Tels sont les postulats qui fondent le travail de Carolyn L. Hsu. Son ouvrage, issu d'une thèse, s'ajoute donc aux nombreux travaux qui, ces dernières années, donnent la parole aux citoyens ordinaires (les *laobaixing*) pour comprendre la fabrique de la société contemporaine chinoise¹, considérant qu'ils jouent un rôle actif, que leurs actions sont à la fois flexibles et créatives. L'objet précis de Hsu sont les conditions de production des jugements relatifs à la stratification sociale. Elle fait l'hypothèse que les personnes ordinaires, par leurs actions et leurs discours, contribuent à façonner les règles qui font que telle profession occupe telle position dans l'espace social². En somme, elle coproduit les valeurs associées à la nouvelle hiérarchie sociale³. L'objet de son travail est donc de comprendre, à partir des pratiques et des discours des citoyens, le passage d'une stratification socialiste qui valorisait le capital politique à la stratification contemporaine qui accorde le plus de valeur au capital humain, c'est-à-dire aux compétences des individus. Ce parti-pris théorique a des conséquences méthodologiques. Pour apprécier comment les *laobaixing* coproduisent les hiérarchies sociales, l'auteur reconstitue des récits (narratives) partagés dans lesquels elle identifie les jugements moraux implicites relatifs aux différents types de capitaux (économique, social, politique, culturel) et aux possibilités d'équivalence ou d'échange entre eux. Son travail est donc basé sur un riche matériau ethnographique, plus de 80 entretiens réalisés à Harbin avec des informateurs employés dans une grande variété de formes d'organisation de l'économie chinoise : des administrations et des entreprises d'État, des entreprises mixtes sino-étrangères, de grandes entreprises privées, de petits établissements privés d'une rue commerçante. À

chacun, Hsu a demandé de retracer sa propre carrière professionnelle, de formuler des vœux pour celle de ses enfants, et a posé des questions générales sur sa conception de l'espace social. Hsu souligne à plusieurs reprises la dimension monographique de son enquête : conduite à l'échelle d'une ville touchée plus tardivement que d'autres par la politique de réforme et d'ouverture, les récits qu'elles rapportent sont fortement ancrés dans le contexte local.

- 2 L'ouvrage décrit le passage d'une conception à une autre de la hiérarchie sociale et des statuts sociaux, d'une logique héritée du socialisme d'État encore prédominante dans les années 1980 à un ordre social basé sur la « qualité » (suzhi) qui l'emporte au tournant du nouveau siècle. Dans la première décennie des réformes, le récit dominant opposait les professions restées « à l'intérieur » de l'économie d'État à celles du marché « à l'extérieur ». L'espace social se structurait principalement autour de l'opposition entre l'État et le marché ; les personnes qui se lançaient dans une activité économique indépendante étaient dévalorisées. Dans les années 1990, contrecoup notamment de licenciements massifs dans le secteur d'État, ce discours est remplacé par une nouvelle représentation des professions basée sur une rhétorique de la qualité qui privilégie l'amélioration du capital humain. Le précédent discours condamnait tous les entrepreneurs, les seconds les divisent en deux : d'un côté les entrepreneurs respectables -diplômés, présents dans des secteurs technologiques, à la direction de grandes entreprises - qui ont de la « qualité », et de l'autre les petits entrepreneurs individuels - les getihu - qui n'en ont pas. La priorité accordée au capital humain explique les investissements massifs réalisés par les ménages dans l'éducation de leurs enfants.
- 3 L'un des intérêts majeurs de l'ouvrage est de montrer comment à un moment donné une pluralité de récits est simultanément disponibles. Hsu mentionne par exemple à propos de la valorisation du capital humain la co-existence à la fin des années 1990 de récits qui vont tous dans le même sens ; les légendes traditionnelles confucéennes, la propagande de l'État ou les pratiques de recrutement des entreprises lisibles dans les annonces d'emploi valorisent toutes la compétence comme critère principal de la réussite sociale. À d'autres moments, les récits disponibles sont contradictoires. Dans les années 1980, Hsu évoque par exemple la concurrence entre d'un côté le nouveau « récit de la méritocratie » produit par le pouvoir politique qui explique que les cadres doivent être recrutés pour leurs compétences et non plus en raison de leurs vertus politiques, et de l'autre un « récit de la corruption » produit par des voix dissidentes qui insiste sur la prévarication des hommes des appareils. Les récits peuvent être produits en Chine comme à l'étranger. À propos de la construction sociale de la catégorie des « entrepreneurs » (chapitre 5), Hsu estime par exemple que la large diffusion en Chine de biographies d'entrepreneurs occidentaux, comme celles de Lee Iacocca (Chrysler) ou Bill Gates (Microsoft), ont contribué à faire de certains entrepreneurs chinois de véritables héros. Selon Hsu, les citoyens ordinaires reçoivent ces récits parfois contradictoires qui émanent des élites politiques, des cadres locaux, des dissidents, des entreprises chinoises ou étrangères et fabriquent ensuite leur propre discours. Si on la suit dans la mise en évidence de la pluralité des propositions, la question de l'appropriation par les citoyens de ces récits reste problématique. Le passage des récits émanant d'institutions de pouvoir (politique, médiatique, scientifique) à la synthèse opérée par les citoyens ordinaires dans leurs pratiques reste largement opaque – de fait, dans son analyse, Hsu reconnaît dans les discours qu'elle collecte auprès de ses informateurs des éléments qu'elle attribue ensuite à ces différents producteurs. Le passage le plus convaincant est celui qu'elle consacre à la

notion de « qualité », une notion qui émerge au début des années 1980 dans la propagande officielle, dans le cadre de la politique de contrôle des naissances ; elle est justifiée au nom de la nécessité d'accroître la « qualité de la population » (renkou suzhi) en réduisant sa quantité. À la fin du siècle, la notion est mobilisée par l'ensemble de la société dans des contextes aussi variés que la réforme du système éducatif, la promotion de suppléments nutritionnels ou la vente de programmes immobiliers (p. 184). Hsu montre que contrairement à ce que de nombreuses analyses ont soutenu de manière simpliste, il ne s'agit pas d'un discours des dominants qui viserait à opprimer les plus démunis (les migrants) au service de l'idéologie néo-libérale. Dans ses entretiens, ses informateurs considèrent que ce sont les compétences (ou le capital humain) et pas le niveau de revenu (le capital économique) qui sont le principal marqueur de la « qualité » ; un getihu, même riche, reste un homme sans qualité. Le discours sur la qualité prend racine à la fois dans une certaine morale chinoise traditionnelle, des vertus socialistes et les nécessités de la modernité (p. 189).

- 4 Cet ouvrage ambitieux pose un certain nombre de questions de méthode. Si l'auteur distingue les récits « publics » produits par les autorités des récits « collectifs » anonymes et partagés par tous, on perçoit souvent mal leur processus de production. L'auteur passe parfois trop vite de la notion de récit à celle d'idéologie, de système de valeurs ou de morale, sans que l'on perçoive clairement ce qui les distingue. Il faudrait aussi mieux préciser comment reconstituer rigoureusement un récit. À cet égard, Hsu s'appuie sur un corpus qui n'est pas homogène, citant tantôt des articles de presse, tantôt des discours des dirigeants ou des témoignages. Malgré ces défauts, l'ouvrage emprunte une voie féconde pour ceux qui cherchent à mieux approcher les modalités par lesquelles les citoyens chinois, même dans le cadre d'un régime politique demeuré autoritaire, contribuent à façonner les institutions de l'économie socialiste de marché.

NOTES

1. On citera par exemple Eric Florence qui, dans une perspective voisine, s'intéresse tant aux discours produits par les dominants (l'appareil d'État ou les médias) sur les migrants qu'aux récits que ces derniers produisent eux-mêmes. Voir Eric Florence, « Migrant Workers in the Pearl River Delta, Discourse and Narratives about Work as Sites of Struggle », *Critical Asian Studies*, vol. 39, n° 1, 2007, p. 121-150.
2. Une démarche qui rappelle celle de Luc Boltanski et Laurent Thévenot dans *Les économies de la grandeur*, Paris, PUF, 1987.
3. Posant des questions du type : quel est, selon vous, le principal facteur de succès dans la société chinoise contemporaine ?